

Prix de l'Abonnement — Edition Quotidienne				
1 An	6 Mois	3 Mois	1 Mois	
POUR LES ÉTATS-UNIS	\$ 9.00	\$ 4.50	\$ 2.25	\$ 0.75
POUR L'ÉTRANGER	12.15	6.10	3.05	1.05

Les abonnements se soldent invariablement d'avance



Prix de l'Abonnement — Edition Hebdomadaire				
1 An	6 Mois	4 Mois	3 Mois	
POUR LES ÉTATS-UNIS	\$ 3.00	\$ 1.50	\$ 1.00	\$ 0.75
POUR L'ÉTRANGER	4.00	2.05	1.35	1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois

# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

POLITIQUE LITTÉRATURE

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES ARTS

1er Septembre 1827

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 12 SEPTEMBRE 1913

87ème Année

## La Situation dans les Balkans et la Politique Française en Orient

M. Hyacinthe Philouze, chroniqueur financier du "Journal", a récemment publié dans cet organe le très intéressant article suivant :

J'arrive à Athènes. Mais avant de voir à l'œuvre la jeune et héroïque armée grecque, j'ai parcouru, pendant près de trois mois, la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, la Turquie et l'Asie Mineure. Partout, à Belgrade, à Sofia comme à Bucarest, à Constantinople et jusque sur les rives lointaines et brûlantes de l'Euphrate, j'ai rencontré l'admiration la plus cordiale. Parti sans haine ni passion, avec le seul souci de remplir consciencieusement la délicate et lourde mission qui m'était confiée, j'ai étudié, j'ai recueilli, j'ai médité. Peut-être, pour être franc, avais-je cependant au fond du cœur une admiration instinctive pour l'œuvre splendide que venait d'accomplir l'énergie bulgare. Économiste et financier, plus respectueux par tempérament et par éducation des chiffres et des réalités tangibles que des rêves artistiques ou des traditions historiques, j'avais tenu pour négligeables les cris de révolte et d'alarme d'un Loti. Mais ce même souci d'exactitude, ce même culte de la vérité et de la réalité qui m'inspirait, au début de ma mission ce sentiment de défiance à l'égard des considérations de notre grand romancier mobilisé aujourd'hui, à l'heure critique que traverse l'Europe, à sortir, dès mon retour, de la réserve où je m'étais juré de me tenir.

Nous vivons une minute épique de l'histoire. Il va falloir prendre aujourd'hui, demain des décisions capitales, dont les répercussions lointaines et difficiles mesurables si loin du théâtre des événements qui se précipitent dans les Balkans pèsent à jamais sur nos destinées françaises en Orient. Et bien, avant de les prendre, avant de jouer sur le tapis de l'histoire et les intérêts de notre époque et notre devenir dans le bassin oriental de la Méditerranée, il importe de voir clair, de ne pas se payer de mots et surtout de ne pas inconsidérément faire, sous quelque prétexte que ce soit, le jeu de nos adversaires, voire de nos amis. Le nôtre, d'abord; voilà le principe qui doit seul nous guider. Et le nôtre, il est simple.

Dans la solution des problèmes complexes que pose dans les Balkans la reprise des hostilités entre les alliés d'hier et l'ennemi de la veille, il n'est pas de voix plus autorisée que celle de la France qui puisse s'élever. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de grands principes, de nationalités ou de religions. L'ère des grands mots est close. Elle des intérêts et des intérêts seuls, est ouverte. Or un intérêt domine tout le conflit, c'est celui de la France. Partout elle est créditée. Partout elle est l'espoir des lendemains difficiles qui suivront les heures de luites et de folie. Sa créance, hier énorme déjà, a encore grossi depuis quelques mois. Elle approche du milliard à Belgrade, dépasse le demi-milliard à Sofia, va déborder le deuxième milliard à Constantinople et s'élever à près du milliard à Athènes. Et ce n'est pas tout. Ce n'est là que le passé, mais la sauvegarde de ce passé nous oblige à intervenir dans la liquidation de la guerre et à assurer en même temps une stabilité financière suffisante à ces organismes si fortement ébranlés, en leur donnant, d'ici quatre ou cinq années, les milliards nécessaires à leur outillage économique. Je dis milliards, car tant la liquidation des dépenses de la guerre que les travaux indispensables d'outillage exigent au pas mot 700 millions en Serbie, plus d'un milliard en Bulgarie, deux milliards en Turquie, 600 millions en Grèce.

Je ne parle pas de la Roumanie dont la situation financière, exceptionnellement brillante, ne nécessite aucun concours immédiat des marchés européens. Dans de telles conditions, quels intérêts pourraient être mis en balance avec les nôtres ? Mais c'est précisément parce que ces intérêts sont énormes, parce que, sans le concours ultérieur et rapide du marché de Paris, c'est la faillite fatale de presque tous ces États, et je puis le démontrer chiffres en mains, qu'avant d'écouter les voix intérieures du dehors, la France doit d'abord songer à elle-même, et défendre très fermement ses intérêts.

Or une première constatation s'impose à ceux qui, comme moi, ont vécu là-bas et ont puisé aux sources premières leur documentation: c'est que, politiquement et financièrement la masse principale de nos intérêts, tant du passé que de l'avenir, est concentrée dans le bassin oriental de la Méditerranée, en Grèce et en Turquie. Toute politique contraire aux intérêts turcs bien compris sera contraire aux intérêts les plus sacrés de notre pays, car il ne faut pas chercher à se le dissimuler, la Turquie c'est, à l'heure actuelle, un abîme. Elle le cotoie financièrement parlant, politiquement aussi. Quelle sombre dans l'anarchie décevante et stérilisatrice des complots et des prononciamientos, c'est une partie de la fortune de la France qu'elle entraîne avec elle dans sa ruine.

C'est plus d'un milliard qu'a coûté à la Turquie la guerre soutenue jusqu'à ce jour.

C'est un milliard qu'il lui faudra pour en liquider les dépenses. Mais avec quoi fera-t-elle face aux exigences que nécessitera un tel accroissement de dette ? Et si, avec ses ressources normales, elle peut y arriver, malgré l'étroitesse de son budget disponible, avec quoi fera-t-elle face à ses dépenses d'administration et à celles que nécessiteront, en outre, les réformes que les puissances entendent lui imposer et les travaux d'outillage indispensables à son développement économique ? Des impôts nouveaux ? Augmentation des droits de douanes ? Extension sous une forme nouvelle, du droit aux commerçants étrangers ? Création de taxes sur l'alcool, sur le pétrole ? Monopoles des allumettes ? Tout cela est possible partout, sauf dans l'Empire ottoman, car les puissances qui ont non seulement accepté, mais encore organisé, les monopoles serbes et bulgares, protestent dès que la Turquie a l'air de songer à suivre cet exemple. L'une soucieuse de l'intérêt de ses champs pétrolifères, s'oppose à l'impôt sur les pétroles; l'autre à celui sur l'alcool.

Que sais-je ? Tout le monde s'entend, en un mot, pour dire au Turc: "Tu vas faire ceci, tu vas réformer cela," mais personne ne répond quand, soumis, il demande: "Avec quoi ?" Et si, devant une réponse qui tarde, il a le malheur de proposer une recette nouvelle, alors sera saignée: les carcasses des ambassadeurs encombreront le pont de Stamboul, et, finalement pour éviter des complications, il faudra renoncer à la recette nouvelle, et aussi, par une inévitable conséquence, à la réforme.

Ainsi, peu à peu, l'égoïsme de l'Europe a acculé la Turquie aux pires désastres. Mais la coupable débordée. Une refonte totale des finances de l'Empire s'impose. Elle ne peut s'opérer qu'avec un gouvernement très fort. Sinon, c'est la faillite et partant l'anarchie... Et voici qu'à l'heure où sous la pression d'un inouïable mouvement d'opinion plus fort que toutes les menaces des puissances, le gouvernement, obligé de choisir entre la revanche ou la révolution, se prononce pour la première, cherchant à puiser

## MORT DU MAIRE GAYNOR

Sur le point d'arriver en Europe il succombe à une maladie de cœur. Sa disparition va jeter le désarroi dans la campagne pour les élections de New-York.

Le défunt fut un grand réformateur.

Londres, 11 sept. — La nouvelle de la mort de William T. Gaynor, maire de New-York, survenu hier en pleine mer, à bord du vapeur Baltic, a été reçue aujourd'hui au bureau de la White Star Line. Le capitaine Ranson, commandant du navire, a envoyé un marconigramme.

Le commandant a ajouté que le corps serait transporté à Liverpool.

New-York, 11 sept. — Suivant un câblogramme reçu aujourd'hui de son fils Rufus W. Gaynor, le maire Gaynor est mort mercredi à 1 heure de l'après-midi. La nouvelle de la mort du maire a été reçue à New-York par un message télégraphique envoyé à Robert Adamson, son secrétaire, par son fils, Rufus W. Gaynor, qui l'avait accompagné dans ce voyage.

Le câblogramme est ainsi conçu: "Père décédé mercredi à 1 heure, par suite de maladie de cœur. Prévenez mère."

L'absence de détails sur la fin de M. Gaynor fait croire que la crise cardiaque mentionnée dans le câblogramme de Rufus Gaynor, est due à une rechute de crises de toux, qui ont toujours eu lieu par périodes depuis que le maire fut blessé d'un coup de feu.

Bien que le défunt n'ait pas eu le pressentiment que ce voyage devait être le dernier, il avait souvent dit à son secrétaire que ces crises de toux le fatiguaient beaucoup et qu'il craignait qu'une d'elle ne lui soit fatale.

M. Gaynor laisse une veuve et sept enfants, cinq filles et deux garçons.

La mort de M. Gaynor va certainement provoquer beaucoup de changements dans la chaîne campagne politique pour les élections municipales de la ville de New-York.

Le maire comptait ne pas être absent plus de trois semaines. Il pensait s'embarquer à Liverpool pour New-York le 18 courant.

Sa rénomination comme maire ne s'appuyait sur aucun parti politique, mais seulement sur sa popularité. Les politiciens à la nouvelle de sa mort, ont dit que personne n'essayerait de présenter une candidature à sa place. La disparition du maire Gaynor retire du champ politique un candidat dont les partisans auraient certainement fait beaucoup de tort au candidat du parti fusionniste, John Purroy Mitchell.

William Jay Gaynor, juriste et politicien, qui laisse le souvenir d'un maire réformateur, était né en 1854, le fils d'un pauvre fermier de Whitetown, N. Y. Il consacra ses études dans les écoles publiques de sa ville natale, et les termina à Boston. Il se destinait à entrer dans le clergé catholique.

Il devint professeur à Boston et après cela étudia le droit à l'Utica, N. Y., puis il se rendit à Brooklyn en 1873 pour terminer ses études. Pendant ce temps il commença à s'intéresser aux questions municipales. Il découvrit que Flatbush avait quarante salons dont un seul avait

## L'évasion de Harry Thaw

Le fugitif n'est pas en prison; il est surveillé étroitement par des détectives.

M. Jerome habite le même hôtel que lui.

Colebrook, N. H., 11 sept. — La comparaison de Harry Kendall Thaw, rejeté du Canada comme indésirable, et arrêté près de Colebrook après une course en automobile de cinquante milles, a été renvoyée ce matin.

Thaw s'est rendu chez un barbier accompagné d'un tas de curieux. Il a parlé en riant de l'expérience d'hier.

Il est accusé, avec ses complices d'avoir prémédité son évasion de Matteawan. C'est sur cette charge que Jerome cherchera à obtenir son extradition. Dans le cas où Jerome ne réussirait pas sur ce point, il essaierait de prouver que le fugitif est un fou et qu'il doit être reconduit à Matteawan.

John Lanyon, un détective privé de New-York, a été choisi spécialement par l'assise de Matteawan, et il attend le moment voulu pour conduire Thaw en droite ligne à l'assise.

Jerome est arrivé hier soir à Colebrook par train spécial. Il est descendu dans le même hôtel que Thaw. Ce dernier est surveillé étroitement par le shérif Drew. Il paraît satisfait et peu anxieux de l'avenir.

Les avocats de Thaw, considérant que leur client est plus en sécurité sous les verrous qu'en liberté, ont parlé de prendre un writ d'habeas corpus dans l'intérêt du fugitif.

Jerome est absolument indigné de l'action du gouvernement canadien, en renvoyant Thaw au-delà de la frontière. Il dit que ce n'est bien agi ni pour Thaw, qui est un fou, ni pour l'état de New-York. Il a ajouté que c'était la négation de l'inviolabilité de l'habeas corpus et que cette affaire provoquerait certainement un grand scandale au Canada.

Le député attorney général Kennedy, de New-York, est encore plus sévère à ce sujet. Il prétend que ceux qui ont renvoyé Thaw au-delà de la frontière canadienne en pensant lui donner une chance égale, puisqu'il n'y avait pas d'officiers de police américains à l'endroit où il a été rendu à la liberté, se sont fortement trompés et n'ont pas considéré le revers de la médaille. C'était un acte peu méritoire de laisser en plan un fou sans ressources et sans moyens de transport.

Thaw a été gardé très sérieusement pendant toute la nuit par deux députés shérifs.

La vie dans l'au-delà.

Birmingham, 11 sept. — Sir Oliver Joseph Lodge en envoyant au président de l'Association britannique pour l'Association des sciences une communication et rarement une communication de savant a été reçue avec un pareil empressement, par une telle assemblée car celle-ci comprenait les plus grands savants du monde dont plus de cinquante savants étrangers et parmi ceux-ci Mme Curie, qui avec son mari le célèbre français Curie, mort si prématurément, découvrit le radium.

Le plus souvent, de pareilles communications sont trop scientifiques et trop abstraites pour pouvoir être goûtées du public; celle-ci se rapporte au mystère de l'au-delà et à la persistance de la personnalité après la mort. En ayant sa croyance dans une vie dans l'autre monde, le rapporteur alla plus loin qu'aucun autre n'a été jusqu'à présent dans la réponse à cette question qui intéresse si fortement l'humanité.

La communication a été écoutée avec un silence impressionnant qui ne fut troublé que par des rires à moitié étouffés ou par de discrets applaudissements.

## Le gouvernement va éditer une revue pratique pour les agriculteurs et les éleveurs.

Washington, 11 sept. — Le gouvernement des États-Unis va publier une revue mensuelle destinée aux agriculteurs et éleveurs. Ceci a été annoncé aujourd'hui par le département de l'Agriculture qui dit que le premier numéro de cette revue paraîtra ce mois-ci. La publication traitera surtout des productions de l'Union et elles seront étudiées par état et par région.

L'assistant secrétaire Galloway dit que cette publication aura surtout une allure populaire et l'endra à rendre le lecteur capable de déterminer exactement quel genre de culture ou d'élevage sera le plus convenable d'entreprendre dans l'endroit où il se trouve, comparativement à d'autres contrées et pour faire ces cultures sur de grandes étendues.

Cette revue mensuelle portera le titre de "The Agricultural Outlook" et formera chaque mois un volume de 18 à 20 pages. Elle traitera non seulement de ce qui a rapport à la production, mais donnera aussi toutes les informations susceptibles d'intéresser le cultivateur et de le renseigner sur le marché de ses produits.

## Graves déclarations du roi Constantin

Le sentiment public en France très excité par le discours du roi de Grèce.

Paris, 11 sept. — Le ministre de la Grèce à Paris, M. A. Romanos, a fait aujourd'hui une déclaration dans le but d'apaiser les sentiments du public français très excité à propos d'un discours prononcé par le roi Constantin au sujet de sa nomination de maréchal dans l'armée prussienne. Le roi a attribué les victoires de l'armée grecque pendant la guerre des Balkans à la tactique et à la stratégie allemandes, malgré le fait que l'armée grecque a été organisée et instruite par une mission militaire française sous le commandement du général Eydoux.

Le ministre de la Grèce a déclaré que le gouvernement grec sait trop bien ce que la Grèce doit à la France pour ne pas soulever la fin de ce malentendu provoqué par les paroles du roi. Jamais il n'a été dans l'intention du souverain de blesser la France, pays pour lequel il a une profonde admiration et la plus grande sympathie.

La déclaration du roi Constantin si elle est vraie, est bien faite pour surprendre désagréablement le peuple français. En effet on peut dire que c'est grâce à la mission française que l'armée grecque, dont les éléments sont excellents a été réorganisée. Le gouvernement Hellène a si bien reconnu le fait, que le général Eydoux, en ce moment en congé, doit revenir sous peu en Grèce, et que le nombre des officiers composant la mission française doit être augmenté. Le fait que le roi Constantin a pour épouse la sœur de l'empereur d'Allemagne ne suffit pas à justifier la déclaration qu'on lui prête.

Il est une chose certaine, c'est que de lavis même d'Allemands, une des causes de la défaite turque est attribuée à l'infériorité de leur armement qui provenait de l'Allemagne. Par contre l'artillerie des alliés était française. L'histoire est là et c'est encore la preuve la meilleure de ce que nous disons.

## La situation à San Domingo

Les Américains ne sont pas en danger.

Washington, 11 sept. — Le gouvernement, n'ayant reçu aucune nouvelle du commandant du croiseur Des Moines, est incliné à croire que la vie ou les biens des Américains résidant à San Domingo, ne sont pas en danger des suites de la révolution qui ravage l'île. A part un télégramme laconique annonçant son arrivée à Puerto Plata, sur la côte nord de la république, le commandant du Des Moines n'a rien fait savoir jusqu'à une heure avancée, aujourd'hui.

## L'assassinat Manqué

Autres détails sur la tentative de meurtre contre M. Zito.

La police s'occupe activement de découvrir l'identité des deux bandits qui ont tenté d'assassiner M. Zito mardi soir, à coups de carabines. Ces armes, trouvées dans le terrain vague où se cachaient les assassins, portaient leurs numéros de fabrique, et avec cet indice, il serait possible de savoir de quel magasin les armes proviennent, et qui en étaient les acheteurs.

Un troisième individu qui rôdait dans les environs lorsque les malfaiteurs ont tiré sur M. Zito est recherché par la police.

M. Zito persiste dans sa déclaration qu'il ne sait pas pourquoi ces hommes voulaient le tuer. Les détectives croient qu'il en sait bien plus qu'il ne veut dire.